



COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU HAUT VALLESPIR

DELIBERATION

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-deux mai, à dix-huit heures et trente minutes, les membres du Conseil Communautaire, régulièrement convoqués, se sont réunis à la salle des fêtes de la Commune de Coustouges, lieu préalablement choisi par ses membres, sous la présidence de Monsieur Claude FERRER, Président.

La convocation a été transmise par voie dématérialisée le 16 mai 2025.

Etaient présents (25) :

- **Conseillers d'Amélie-les-Bains-Palalda** : MMES Marie COSTA, Michelle DUNYACH, MM Richard COLL, Frédéric DEPERROIS, Jean-Victor HERETE, Alain LLAURENSY.
- **Conseillers d'Arles sur Tech** : MM Jean-Marie CORCOY, Jérôme MOLAS, David PLANAS, Jean-Louis VIRGILI, André XIFFRE.
- **Conseiller de Corsavy** : M. Antoine CHRYSOSTOME.
- **Conseiller de Coustouges** : M. Michel ANRIGO.
- **Conseiller de La Bastide** : M. Daniel BAUX
- **Conseiller de Lamanère** : -
- **Conseiller de Le Tech** : M. Guillaume CERVANTES.
- **Conseiller de Montbolo** : MME Martine PADROSA, suppléante
- **Conseiller de Montferrer** : M. Jean-Marie GOURGUES.
- **Conseillers de Prats-de-Mollo-La Preste** : MME Jeanne MAISON, M. Claude FERRER.
- **Conseillers de Saint Laurent de Cerdans** : MME Marie-Madeleine SAN JUAN et MM Yves BENASSIS, Louis CASEILLES.
- **Conseiller de Saint Marsal** : M. Guy METIVIER.
- **Conseiller de Serralongue** : M. Philippe JUANOLA.
- **Conseiller de Taulis** : MME Martine MAUGUIN.

Absents excusés (5) MMES Catherine BARNEDES, Simone BERIO, Gisèle JUANOLE, Jocelyne RIBUIGENT, Magali YOVANOVITH.

Pouvoirs (5) : MMES Martine BONASTRE (procuration à Daniel BAUX), Anne-Marie GRAVE, Danielle HERBAIN (procuration à Marie COSTA), MM Bernard REMEDI (procuration à Jeanne MAISON), Alexandre REYNAL (procuration à Louis CASEILLES).

Soit 25 membres présents sur un effectif de 35, le quorum est atteint.

Monsieur David PLANAS est élu secrétaire de séance.

OBJET : ADMINISTRATION GENERALE : Modification des statuts – Transfert de la compétence Infrastructure de Recharge pour Véhicules Electriques (IRVE) à la Communauté de Communes du Haut Vallespir

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L2224-37, L5211-17 à L5211-17-2 et L5211-20 ;

VU les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;

CONSIDERANT que le territoire, résolument engagé dans la transition écologique, entend contribuer fortement à la diminution de l'impact environnemental des véhicules à combustibles fossiles et promouvoir l'usage des modes de déplacement respectueux de l'environnement ;

CONSIDERANT que dans ce cadre, l'un des leviers importants pour lutter contre le changement climatique et la pollution de l'air est le développement de l'usage des véhicules électriques. Ce dernier ne saurait prospérer sans l'installation d'un réseau significatif de bornes de recharge. Afin d'assurer la cohérence du maillage territorial des Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides (IRVE), de tenir compte des caractéristiques du réseau électrique et de mutualiser les coûts, il est proposé aux Communes membres le transfert de leur compétence IRVE à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) ;

CONSIDERANT qu'en application de l'article L5211-17 du CGCT susvisé, *« les Communes membres d'un EPCI peuvent à tout moment transférer en tout ou partie, à ce dernier, certaines de leurs compétences dont le transfert n'est pas prévu par la Loi ou par la décision institutive ainsi que les biens, équipements ou services publics nécessaires à leur exercice »* ;

CONSIDERANT que l'article L2224-37 du CGCT susmentionné, permet et *« sous réserve d'une offre inexistante, insuffisante ou inadéquate sur leur territoire, les Communes peuvent créer et entretenir des Infrastructures de charge nécessaires à l'usage des Véhicules Electriques ou hybrides rechargeables. »* que *« les Communes peuvent également transférer cette compétence aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale exerçant les compétences en matière d'aménagement, de soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ou de réduction des émissions polluantes ou de gaz à effet de serre, aux autorités organisatrices d'un réseau public de distribution d'électricité visées à l'article L.2224-31, aux autorités organisatrices de la mobilité mentionnées au titre III du livre II de la première partie du code des transports et, en Ile-de-France, à Ile-de-France Mobilités »* ;

CONSIDERANT que la Communauté de Communes du Haut Vallespir dispose des compétences listées à l'article L2224-37 du CGCT, pour se voir transférer la compétence IRVE par ses Communes membres sur le fondement de l'article L5211-17 du CGCT, au titre de ses compétences supplémentaires (facultatives) non subordonnées à la définition de l'Intérêt Communautaire (IC) ;

CONSIDERANT qu'après consultation des Communes membres, les Communes d'Amélie-les-Bains-Palalda (28 octobre 2024), Montbolo (09 décembre 2024) et Arles sur Tech (10 décembre 2024) ne souhaitent pas transférer ladite compétence à la Communauté de Communes du Haut Vallespir. Etant rappelé que l'article L5211-17-2 du CGCT, permet un exercice différencié des compétences transférées à l'EPCI ;

CONSIDERANT, et sur le fondement de l'article L5211-17 du CGCT, que *« le Conseil Municipal de chaque Commune membre dispose d'un délai de trois mois, à compter de la notification au Maire de la Commune de la délibération de l'organe délibérant de l'EPCI, pour se prononcer sur les transferts proposés. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable »* ;

Le Conseil Communautaire, après avoir entendu l'exposé qui précède et en avoir délibéré à l'unanimité des membres présents et représentés :

Votes pour : 30 dont 5 pouvoirs

Votes contre : 0

Abstentions : 0

- **DECIDE** d'approuver l'adjonction de la compétence Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides (IRVE) dans les statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir ;
- **DECIDE** de circonscrire l'exercice de la compétence considérée aux Communes de La Bastide, Saint Marsal, Taulis, Corsavy, Montferrer, Le Tech, Prats-de-Mollo-La Preste, Lamanère, Serralongue, Saint Laurent de Cerdans, Coustouges ;
- **DECIDE** d'adopter les nouveaux statuts de la Communauté de Communes du Haut Vallespir tels qu'annexés à la présente délibération ;
- **DIT** que les Communes membres seront consultées sur les nouveaux statuts de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale dans les conditions prévues à l'article L5211-17 du CGCT ;
- **AUTORISE** le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération et à signer tous actes ou certificats administratifs y afférents.

Ainsi fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,
« Pour extrait certifié conforme au registre des délibérations. »

Certifié exécutoire après :

Transmission en Préfecture le :

Publié sur le site internet :

Fait à Arles sur Tech, le 22 mai 2025,

Le secrétaire de séance

David PLANAS

Le Président

Claude FERRE

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité décisionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification. Elle peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier, par courrier (TA MONTPELLIER 6 rue Pitot-34000 Montpellier) ou par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, et ce dans le même délai de deux mois à compter de sa publication et de sa notification.